

Discours de Pierre MAUROY**MOTION DE CENSURE****19 Novembre 1990**

Monsieur le Président
Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames, Messieurs chers Collègues,

Voici, Monsieur le Premier Ministre, votre Gouvernement une nouvelle fois mis au défi. Voici qu'une nouvelle fois, la droite tente de paralyser une initiative de justice et de solidarité. Voici qu'une nouvelle fois se mobilisent sur une censure ceux qui se déchirent devant le pays.

Ce scénario s'est répété à huit reprises depuis votre entrée en fonction. Et, chaque fois, du défi a surgi une nouvelle force, une nouvelle conviction vis-à-vis de l'opinion.

Il en sera encore ainsi aujourd'hui, je n'en doute pas.

Cette séance, cependant, recueille une attention particulière. Non pas en raison du danger aggravé. Mais du fait de sa symbolique.

Il vous fallait, Mesdames et Messieurs de l'opposition, de bien graves et bien urgentes raisons pour tenter de censurer le Gouvernement à un pareil moment, dans un tel contexte, et sur ce sujet là.

Le choix du moment

Oui, moment bien paradoxal !

Aujourd'hui même à Paris trente quatre Etats sont réunis. Ils vont acter d'une idée neuve en Europe : celle de la paix et des libertés établies sur l'ensemble du continent. On sait le rôle de la France dans la tenue de cette conférence. Voulez-vous réellement que ce jour soit celui de la censure du Gouvernement ?

Bien entendu il y sera question de la montée des tensions au Moyen-Orient où, selon l'expression même du Président de la République "La crise se rapproche dangereusement du point critique."

Au moment où nous débattons, faut-il le rappeler, nos soldats foulent le sable du désert d'Arabie, notre marine croise dans le Golfe, notre aviation est en alerte. Et nous savons tous, en dépit des jeux d'annonce de Bagdad, dans quelle situation nous pouvons nous retrouver d'un jour à l'autre.

Voulez-vous que ce moment nous surprenne au milieu d'une crise gouvernementale ?

Est-ce cette image-là que vous voulez donner au monde ? Est-ce cette image-là que vous voulez donner ce soir à Monsieur Bush, à Monsieur Gorbatchev, aux chefs d'Etats d'Europe ?

Depuis cent neuf jours, la France œuvre pour la paix au Moyen-Orient. Vous avez il y a deux mois approuvé une politique ancrée dans la fermeté mais disponible pour une solution négociée. A New-York, François Mitterrand a défini devant l'Assemblée Générale des Nations Unies les grandes phases d'un règlement global. Cette démarche a reçu l'assentiment de nos alliés et suscité l'espoir dans le monde arabe. Telle est la politique du Gouvernement. Est-ce cette vocation de la France en faveur de la paix que vous voulez censurer ?

Et dans quelques jours vont s'engager les conversations préparatoires des conférences intergouvernementales pour l'Union Economique et Monétaire. Vous en connaissez les données. Elles ne nous divisent pas nécessairement. Souhaitez-vous vraiment à ce moment censurer le Gouvernement ?

Le contexte

D'ailleurs dans un tel contexte, y tenez-vous vraiment à cette censure ? Son rejet va vous affaiblir. Et son adoption vous laisserait totalement désemparés.

Quel embarras ! Vous seriez incapables de proposer une nouvelle majorité. L'un des vôtres, et non des moindres, l'avouait il y a peu. Et en cas de dissolution, que diriez-vous donc à vos électeurs, face à la pression du Front National ?

Et au fond, tenez-vous vraiment à censurer le Gouvernement sur la Contribution Sociale Généralisée ? J'ai lu votre motion. Edifiante lecture ! Vous n'osez même pas vous inscrire contre le principe de la Contribution. Vous vous limitez à censurer la forme. Vous n'allez pas au-delà d'une condamnation de la méthode. Comme si le texte de la motion de censure était le reflet de votre impuissance. Qu'elles ont du être difficiles à recueillir ces trois signatures !

Ce Gouvernement, vous ne souhaitez pas réellement le renverser. Mais vous cherchez à l'affaiblir. Vous voulez - et tout est là - profiter des circonstances. Vous tentez, comme le faisaient les corsaires jadis, de profiter de la tempête pour rechercher à votre bénéfice "la fortune de mer". Mais cela va se retourner contre vous !

Que voulez-vous donc censurer ? La politique économique ? Malgré la hausse du pétrole le Gouvernement a maintenu le cap. L'inflation est maîtrisée. Les grands équilibres sont saufs. Et mieux encore nous avons pu, au cours de cette période, resserrer nos taux d'intérêts avec ceux de l'Allemagne. La perspective sociale pourrait être meilleure, mais elle sera maintenue en dépit de l'incidence du conflit du Golfe. L'adoption tout à l'heure de la Contribution Sociale Généralisée en témoignera.

Que voulez-vous donc censurer ? L'attention du Gouvernement à l'égard de la crise lycéenne ? Reconnaissons au moins entre nous, que lorsqu'il s'agit de la jeunesse, l'interpellation ne s'adresse jamais au seul Gouvernement mais à toutes les formations du pays.

Le changement du monde se lit sur le visage de ses jeunes. Les jeunes d'aujourd'hui, devenus adultes plus tôt, aspirent désormais à davantage de responsabilités. Ce phénomène n'est pas nouveau. Dans les années 60, le Général De Gaulle avait donné son rôle au Haut Comité pour la Jeunesse. Et nous l'avions suivi. Monsieur Giscard d'Estaing avait abaissé l'âge de la majorité. Et nous l'avions voté.

L'histoire se poursuit et s'accélère avec les lycéens. Je pense qu'en ce domaine l'action personnelle menée par le Président de la République, le Premier Ministre, le Ministre de l'Education Nationale, et le Ministre de l'Intérieur, que je n'oublie pas, mérite bien autre chose que la censure. En ce qui nous concerne, nous adressons plutôt nos félicitations à ceux qui n'ont pas cogné sur les jeunes, qui ont su écouter et répondre à leurs préoccupations.

De plus, quand un Gouvernement, celui de Michel Rocard, ce fut aussi le cas de celui que j'ai animé et de celui de Laurent Fabius, consacre la priorité des priorités à la formation,

quand le budget de l'Education Nationale devient le premier budget de la Nation,

quand les lycées accueillent, en quatre ans, trois cent trente mille élèves supplémentaires,

De tant de transformations profondes et d'évolutions favorables, il est bien naturel que découlent de nombreuses complications liées à une crise de croissance.

Et il est légitime que le Gouvernement les prenne en considération. Ceci a été fait cette semaine après des heures de concertation. Nous nous en réjouissons. Dans ce domaine encore, je le répète, le Gouvernement mérite bien autre chose que la censure.

Enfin, Mesdames et Messieurs les censeurs, observez que cette jeunesse qui défile a un double visage. Elle est malheureusement le miroir d'une société façonnée par la loi du marché sans limite que vous voudriez nous imposer et dont nous ne voulons pas. Cette jeunesse qui vient des banlieues est la jeunesse d'une société à deux vitesses : ici, l'opulence et l'aisance des centre-villes, là, la gêne et la misère des quartiers périphériques.

La gauche a trop lutté durant ces années pour s'en satisfaire. Elle a d'ailleurs engagé un immense effort dès 1981. Et les statistiques les plus récentes de la Communauté Européenne nous montrent que la France est le pays où la pauvreté a le plus reculé entre 1981 et 1985, alors que c'est en Grande-Bretagne qu'elle a, dans le même temps, le plus progressé.

Et depuis, la France a poursuivi son action : lutte contre la grande pauvreté avec le Revenu Minimum d'Insertion, Monsieur le Premier Ministre ; mesures en faveur du logement des plus démunis, avec votre loi Messieurs Delebarre et Besson ; dispositions limitant l'endettement excessif des ménages, avec votre action, Madame Neiertz.

Effort encore insuffisant: Effort qu'il faut prolonger avec des dispositions législatives limitant la ségrégation sociale dans les villes.

Cet effort que nous menons n'est d'ailleurs pas nouveau. Il a commencé au début du siècle aux côtés d'un prolétariat miséreux qui submergeait des villes entières. De nos jours la ségrégation et la pauvreté se réfugient en périphérie. Ce n'est pas une raison pour les ignorer.

Cet effort n'a pas été celui des seuls socialistes. Il est toujours une œuvre collective où se retrouvent des hommes de bonne volonté venant de différents horizons politiques, associatifs, religieux et caritatifs.

Sans doute est-il aujourd'hui mieux relayé par l'Etat. On connaît l'action menée sous votre présidence, Monsieur le Premier Ministre, par le Conseil National des Villes, dont les deux vices-présidents André Diligent, Maire de Roubaix et Gilbert Bonnemaison, maire d'Epinay, donnent un écho dépassant très largement le cadre de nos frontières.

Cette action, nos collègues communistes la connaissent bien. Ils la vivent dans leurs communes. Et je m'étonne de les voir mélanger leurs suffrages avec ceux qui se résignent à la sélection par l'argent. Allez-vous ce soir porter vos voix au secours des tenants de ce libéralisme ravageur contre lequel nous luttons ensemble depuis tant d'années ?

Elle est là la contradiction de votre censure. Vous vous exposez à une immense incompréhension. On ne rompt pas si facilement avec son histoire.

Evitez de vous égarer dans une voie qui ne vous mène nulle part. En censurant le Gouvernement, c'est votre propre combat que vous censurez. Et c'est même l'exigence que vous avez eue à notre égard pendant tant d'années que vous allez censurer.

Comment allez-vous expliquer à votre électorat que vous avez mélangé vos voix avec ceux qui ont privatisé, cassé les grèves et brisé dans le drame le mouvement étudiant de l'hiver 86 ?

Comment allez-vous dire à un couple de smicards que vous rejetez la Contribution Sociale Généralisée, les privant ainsi, dès 1991, d'un gain de pouvoir d'achat de 1000 francs ?

Tout cela je l'ai écrit à votre Secrétaire Général afin que les choses soient claires entre nous.

La Contribution Sociale Généralisée

Alors, que voulez-vous censurer, Mesdames et Messieurs les censeurs ? Si ce n'est pas la politique étrangère du gouvernement, si ce n'est pas sa politique économique, si ce n'est pas sa politique lycéenne . La Contribution Sociale Généralisée ! Alors, expliquons-nous.

En tout cas, vous ne pourrez pas censurer le manque de courage du gouvernement. Notre protection sociale est l'une des meilleures du monde. C'est elle qui permet que la France soit actuellement placée au troisième rang mondial pour le gain d'espérance de vie. Depuis quinze ans, ce gain annuel pour les personnes âgées a été multiplié par quatre. Mais ce succès a sa rançon. Et cette rançon s'appelle adaptation nécessaire, réformes indispensables.

Eh oui, la protection sociale a changé depuis 45 ans. C'est vrai en particulier pour la santé, pour les retraites. Le système s'adressait aux salariés, aux seuls salariés. Il s'agissait d'un salaire différé. Mais cette couverture sociale a fait des envieux. A juste titre. Et le progrès social a précisément voulu que l'on élargisse progressivement le nombre de bénéficiaires. Cela ne peut que nous réjouir.

Mais dès lors se sont posés les problèmes de financement que vous connaissez bien. Il a fallu s'adapter sans cesse. Les socialistes l'ont fait, en déplaçant les cotisations maladie, famille, accidents du travail... Mais il était normal d'aller jusqu'au bout de cette logique. Et c'est bien le sens de la Contribution Sociale Généralisée.

Faire participer à l'effort au-delà des seuls salariés tous ceux qui bénéficient du système, c'est à l'évidence ce qu'il fallait faire. Et ce qui est réclamé depuis bien longtemps par beaucoup d'entre vous. Je n'aurai pas la malice de citer ici vos déclarations très fermes que nous avons d'ailleurs appréciées parce qu'elles allaient dans le sens de l'intérêt général.

Je ne néglige pas les interrogations que fait naître la réforme chez tous ceux qui ont la responsabilité de la gestion du système de protection sociale. J'ai encore en mémoire les revendications de toutes les organisations syndicales qui voulaient y être associées davantage.

Je les néglige d'autant moins que c'est mon gouvernement qui, en 1983, a ébauché la démocratisation de ce système en rétablissant le principe de l'élection. Il s'agissait alors précisément de leur donner plus d'autorité, par la voie du suffrage. Et ainsi de permettre de faire face à l'importance croissante des problèmes posés, au poids excessif des corporatismes professionnels, au nécessaire contrôle des dépenses de santé, et d'amorcer les réformes que tous souhaitaient.

Et aujourd'hui, on ne voudrait plus de l'élection mais on ne voudrait pas non plus de la réforme ! Singulière contradiction pour ceux qui voudraient censurer le gouvernement !

La Contribution Sociale Généralisée, c'est vrai, ne règle pas tous les problèmes liés à l'évolution de notre protection sociale. Elle évite en tous cas que dans les années à venir le fossé ne se creuse entre le nombre de cotisants et le nombre de bénéficiaires du système. J'entends dire ici ou là que 3 milliards venant des revenus du capital, c'est insuffisant. C'est mieux que rien. Et cela correspond, en tous cas, à la part du capital dans la richesse nationale.

Quant aux autres critiques, j'avoue ne pas très bien les comprendre. Singulière revendication que de vouloir soustraire de la contribution ceux qui ont le plus grand besoin de la solidarité des autres, dès lors que leurs ressources le permettent.

C'est vrai des retraités. Faut-il souligner qu'il y a des différences dans le niveau des retraites ?

C'est vrai des chômeurs. Faut-il souligner qu'il y a des différences dans le montant des indemnités de chômage ?

Lorsque nous appliquons le principe "à revenu égal, contribution égale", lorsque plus de 80 % des salariés y trouvent leur avantage, il n'y a pas à crier à l'injustice. Il y a seulement à se réjouir et à approuver la réforme.

Et nous pouvons donc comprendre que 10 % des bénéficiaires de l'allocation chômage et 45 % des retraités paient la Contribution Sociale Généralisée.

Le problème des retraites appelle à d'autres réflexions. Vous avez d'ailleurs répondu, Monsieur le Premier Ministre, à la revendication du groupe socialiste, visant à créer un fonds de dépendance. Vous avez aussi évoqué l'avenir en parlant d'un "Grenelle" des retraites, auquel vous appelez les partenaires sociaux.

Nous pensons même, et vous le savez, que l'objectif de justice sociale poursuivi par la création de la Contribution Sociale Généralisée ne pourra s'apprécier indépendamment de l'orientation que nous allons prendre sur le pouvoir d'achat des retraites.

Mesdames et Messieurs les censeurs, asseoir le financement de la protection sociale sur l'ensemble des revenus, ceci mérite-t-il la censure du gouvernement ? Allons donc !

La Contribution Sociale Généralisée est une nécessité. Elle appelle, bien sûr, d'autres réformes. Certains nous disent : ce sera l'occasion d'augmenter les cotisations. Mais enfin, pas de faux-semblant ! Ou bien nous serons capables de maîtriser l'évolution des dépenses de santé, et le mode de financement nouveau et moderne sera mieux à même de fonctionner que l'ancien. Ou bien nous serons obligés, tous, d'un commun accord d'augmenter soit les cotisations par simple décret, soit la Contribution Sociale Généralisée, après un débat devant le Parlement, où vous serez concernés !

Conclusion

Aucun argument, mes chers collègues ne me paraît de nature à retarder l'adoption de la réforme que nous examinons.

Si nous n'adoptons pas cette amorce de réforme qui désormais aurait le courage de remettre l'ouvrage sur le métier ? Qui aurait l'audace de s'attaquer aux conservatismes, de bousculer les frilosités, de rompre avec les habitudes, pour enfin engager cette réforme du financement de la protection sociale que vous savez indispensable ?

Le vote interviendra dans un certain climat. A ce Gouvernement on a reproché tout et le contraire de tout, d'être trop rigoureux et pas assez rigoureux, trop actif et pas assez actif, trop réformateur et pas assez réformateur. Et cela participe du débat parlementaire normal.

Mais ce vote intervient aussi dans un climat de dramatisation entretenue. Dramatisation qu'il faut combattre. Car elle aveugle et masque les vrais problèmes de la France d'aujourd'hui.

La France ne traverse pas une crise de régime. N'abusons pas des mots ! Mais elle doit affronter un avenir difficile à déchiffrer dans une période où la perception de la solidarité collective s'est affaiblie. L'y aider, telle est la plus haute vocation des parlementaires que nous sommes. Quelles que soient nos divergences. Et majorité comme opposition ont leur rôle dans ce débat.

En revanche, la démocratie refuse que l'on se complaise dans les miasmes et le climat délétère.

C'est vous que vous censurez moralement quand vous persistez à blesser et salir, comme vous le faites semaine après semaine. En vous parant, de plus, du voile de l'hypocrisie.

Les Français ne seront pas dupes.

La loi sur le financement des partis politiques sera considérée dans quelques années comme une des grandes lois de la République. Elle a mis un terme à de vieilles pratiques dangereuses pour la démocratie et pour tous les partis, quels qu'ils soient, sur tous les bancs de cette assemblée ! Qui oserait ici se lever et affirmer avoir financé ses campagnes sur ses seuls fonds personnels ?

Alors, pourquoi cette censure ? Sans doute parce qu'elle est le paravent commode des divisions de la droite. Et comme beaucoup de Français, j'ai constaté qu'il ne suffisait pas à Monsieur Chirac et à Monsieur Giscard d'Estaing, de plusieurs mois de palabres sur les primaires pour s'entendre. Il a fallu l'ambiance aussi réchauffante qu'éphémère d'un plateau de télévision. Et vous ne me ferez pas croire que la reculade d'un jour peut mener à "la marche du siècle" !

A un moment où la France doit franchir de nouvelles étapes, préparer de nouvelles réformes, à un moment où les utopies et les idéologies sont remises en question notre responsabilité est d'affirmer les nouveaux choix d'un destin collectif.

Le monde l'attend de la France qui a dans l'histoire démontré sa capacité à faire surgir les idées et à mobiliser autour d'elle les politiques et les intellectuels.

Nos concitoyens l'attendent de nous parce qu'ils ont besoin de perspectives et de projets.

Monsieur le Premier Ministre, je vous apporte le soutien du groupe socialiste parce que votre gouvernement est à la hauteur de tels défis.

Le vote qui va suivre ce débat va vous redonner l'occasion de reprendre un nouveau souffle pour préparer la contre-offensive.

Fiers de l'action du Président de la République, fiers de votre action, Monsieur le Premier Ministre, et de celle de votre gouvernement, je vous apporte au nom des socialistes, radicaux de gauche et apparentés, notre soutien, notre appui chaleureux, notre mobilisation. Et face à vos censeurs, nous vous apportons notre confiance.